



Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des  
Ordures Ménagères de la Région de Châteauneuf sur Loire  
Z.I. Saint Barthélémy - BP 97  
45110 – Châteauneuf-sur-Loire

Envoyé en préfecture le 23/12/2025

Reçu en préfecture le 23/12/2025

Publié le 24-12-2025

ID : 045-254500226-20251222-71\_2025-BF

**N° 71/2025**

### **Extrait du registre des délibérations du comité syndical du 22 décembre 2025**

Le lundi vingt-deux décembre deux-mille-vingt-cinq à dix-neuf heures, le comité syndical du SICTOM de la région de Châteauneuf-sur-Loire s'est réuni à la salle des fêtes 66 rue des Maux Petits à Saint Martin d'Abbat, suite à la convocation adressée par Monsieur KUTZNER Philippe en date du jeudi onze décembre deux-mille-vingt-cinq.

Étaient présents les délégués syndicaux suivants :

Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais : Mesdames et Messieurs, POINTEAU, MEYNARD, JOURDAIN, JACQUINOT, FLORES, POISSON, MARTINON, FEVRIER, KUTZNER, JOURDAN, D'HULST, FOUSSARD, LEBEGUE, MARCEAUX, LEFEBVRE, DESLAIS, REDJDAL, BOURGEOIS, DAVID, BURGEVIN.

Communauté de communes des Loges : Mesdames et Messieurs, AMEUR, COLIN, ROBIN, DALAIGRE, BOUCHER, BOITARD, MORIN, MISSERI, SIROP, BISSONIER, DAMILAVILLE, QUONIAM, GUDIN, CEVOST.

Communauté de commune Val de Sully : Mesdames et Messieurs, FOUGEREUX, THUILLIER, DECAUX, D'HEROUVILLE, MARCHAND, ODRY, HERSANT, DAIMAY, BEAUDIN, QUETTIER.

*Madame BLANLUET de la communauté de communes des Loges a donné pouvoir à Monsieur COLIN de la communauté de communes des Loges.*

*Monsieur CIMPELLO de la communauté de communes de Val de Sully a donné pouvoir à monsieur KUTZNER de la communauté de communes de Canaux et Forêts en Gâtinais.*

Monsieur Jourdain a été désigné en qualité de secrétaire par le comité syndical.

*Nombre de délégués :*

*En exercice : 64*

*Présents : 44*

*Votants : 46*



Envoyé en préfecture le 23/12/2025

Reçu en préfecture le 23/12/2025

Publié le 24.12.2025

ID : 045-254500226-20251222-71\_2025-BF

## DÉCISION MODIFICATIVE N°4/2025

Vu le budget primitif 2025 ;

**Considérant** que le SGC demande d'ouvrir des crédits au chapitre 041 "Opérations patrimoniales", sans modification de l'équilibre général du budget.

- Intégration des frais d'étude relatifs à la déchèterie de SULLY SUR LOIRE au compte 2313 "constructions en cours" imputé auparavant sur le compte 2031 "Frais d'études".
- Frais d'étude OPTAE pour le marché enquête dotation bacs imputé préalablement au compte 2031 à passer en 21815 "Acquisition bacs PaP".
- Annonces faites au compte 2033 "Frais d'insertion" à imputer au compte 21815 "Acquisition bacs en PaP" pour 21 900.55 euros.
- + 50 000 euros sur la ligne "Annulations de titres".

<b>45082</b>	<b>SICTOM DE CHATEAUNEUF SUR LOIRE</b>	<b>DM n°4 2025</b>
Code INSEE	budget SICTOM	

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Comité syndical

#### DECISION MODIFICATIVE N 4

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-023 : Virement à la section d'investissement	50 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement</b>	<b>50 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-678 : Autres charges exceptionnelles	0.00 €	50 000.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles</b>	<b>0.00 €</b>	<b>50 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>50 000.00 €</b>	<b>50 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>				
R-021 : Virement de la section d'exploitation	0.00 €	0.00 €	50 000.00 €	0.00 €
<b>TOTAL R 021 : Virement de la section d'exploitation</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>50 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-21815 : ACQUISITION BACS PORTE A PORTE	0.00 €	21 900.55 €	0.00 €	0.00 €
D-2313 : Constructions	0.00 €	41 582.00 €	0.00 €	0.00 €
R-2031 : Frais d'études	0.00 €	0.00 €	0.00 €	51 266.00 €
R-2033 : Frais d'insertion	0.00 €	0.00 €	0.00 €	12 216.55 €
<b>TOTAL 041 : Opérations patrimoniales</b>	<b>0.00 €</b>	<b>63 482.55 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>63 482.55 €</b>
D-2313 : Constructions	50 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>	<b>50 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>50 000.00 €</b>	<b>63 482.55 €</b>	<b>50 000.00 €</b>	<b>63 482.55 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>13 482.55 €</b>		<b>13 482.55 €</b>



Envoyé en préfecture le 23/12/2025

Reçu en préfecture le 23/12/2025

Publié le 24-12-2025


ID : 045-254500226-20251222-71\_2025-BF

Entendu le rapport présenté par Monsieur Renaud COLIN, 1<sup>er</sup> Vice-président du SICTOM,  
Sur proposition de la Commission des Finances,  
Sur proposition du Bureau Syndical,  
Le Comité syndical, après en avoir délibéré,  
**A l'unanimité par 46 voix Pour,**

- **ADOpte** la décision modificative n°4/2025

Fait et délibéré en séance le 22 décembre 2025.

**Pour extrait certifié conforme**

Le Président,  
  
Philippe KUTZNER

Indications des voies et délais de recours :

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet :*

- *d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou son affichage.*
- *d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès du syndicat.*

*Votre recours gracieux et/ ou demande préalable donnera donc lieu à un examen par nos services :*

- *votre interlocuteur sera Monsieur NOUVEL Benjamin, Directeur général des services.*
- *si votre demande donne lieu à une décision explicite de rejet avant l'expiration d'un délai de deux mois, vous disposerez d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif.*
- *si votre demande ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet en résultera au terme d'un délai de deux mois. A l'expiration de ce délai, vous disposerez alors d'un nouveau délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision devant le Tribunal administratif.*

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du code de justice administrative, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les Iles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif.



Envoyé en préfecture le 23/12/2025

Reçu en préfecture le 23/12/2025

Publié le 24.12.2025

ID : 045-254500226-20251222-71\_2025-BF

Coordonnées :

Tribunal administratif d'Orléans

28, rue de la Bretonnerie

45057 Orléans Cedex 1

Téléphone : 02 38 77 59 00

Courriel : [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)

Acte rendu exécutoire après envoi en Préfecture le : 23 décembre 2025 Et publication le : 24 décembre 2025